

de simples obligations légales, par les impôts et les taxes. Horizontalement, en apportant une «contribution à la vie de la collectivité dans le quartier, la région, la province, et ainsi de suite». Toutefois, pour qu'une telle contribution ait lieu, les mécanismes institutionnels doivent permettre une participation réelle.⁽¹⁰⁾

Outre ces mécanismes, il y a peut-être lieu de souhaiter un changement de mentalité chez la plupart de nos concitoyens. Depuis une trentaine d'années, le discours public parle surtout de droits et de privilèges, bien peu de devoirs et d'obligations. En même temps, le «marché» fait ressortir ses propres valeurs : l'individualisme, la satisfaction personnelle, la poursuite des objectifs individuels, etc. Beaucoup ont cru que le bien public, si tant est qu'il existe, découlerait naturellement de la poursuite d'une kyrielle d'intérêts individuels composant le marché compétitif.⁽¹¹⁾

À la lumière des témoignages entendus, le Comité est convaincu qu'il serait déplorable de laisser ainsi flotter au hasard le bien public. Le professeur Thériault a souligné la difficulté de trouver un fondement aux vertus civiques ou à l'esprit communautaire dans nos démocraties libérales.⁽¹²⁾ Pourtant, une entité politique qui devient obsédée par la quête du bonheur individuel risque de voir périr ses libertés politiques, faute d'intérêt.

C. Identification et engagement

Ce qui précède ne signifie pas qu'il faut trouver un terrain d'entente à partir de vérités «universelles», mais simplement que la citoyenneté suppose un engagement dans un domaine qui se situe au-delà de l'intérêt personnel. Cet engagement peut ne rien exiger d'autre que de participer à un débat public ou de suivre intelligemment les affaires publiques. D'ailleurs, comme l'a noté le professeur Thériault, «l'espace commun des sociétés modernes est moins une réalité définie à partir de vérités substantives, de culture partagée ou d'histoire partagée qu'un lieu public où s'exercent la discussion, la critique et le débat». Les valeurs communes auxquelles nous nous identifions sont celles qui se dégagent d'un tel débat et «non celles qui président à sa réalisation». Elles ne constituent pas des vérités immuables, mais plutôt un consensus normatif découlant de débats publics et de «conflits démocratiques». «Une information diversifiée, des mouvements sociaux actifs, des groupes de pression et des partis politiques représentant de multiples facettes de la réalité sociale, voilà des éléments susceptibles de créer un espace commun ».⁽¹³⁾ C'est ce qui importe.

Les personnes peuvent s'identifier à leur collectivité de diverses façons. Premièrement,

(10) *Ibid.*

(11) Délibérations, 8 : 25.

(12) Délibérations, 28 : 4.

(13) Délibérations, 5 : 31-32.